

LA DÉCISION EST IMMINENTE, SELON FAROUK KSENTINI

Amnistie générale au profit des terroristes

Sur le ton d'une affirmation officielle, débarrassée, cette fois-ci, du conditionnel de prudence, M^e Farouk Ksentini, le président de la Commission nationale de consultation pour la protection et la promotion des droits de l'homme, l'imprononçable CNCPPDH, annonce que l'amnistie générale au profit des terroristes interviendra dans un très proche avenir. Livrant ainsi «le scoop», court-il, chargé de mission qu'il ne peut qu'être, d'atténuer l'onde de choc d'une telle décision sur l'opinion publique ?

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - C'est au journal arabo-phonie *El Djazaïr* que Farouk Ksentini s'est ouvert, à la veille de sa prestation au forum d'*El Moudjahid* qui le convie aujourd'hui à faire le bilan de la charte pour la paix et la réconciliation nationale après six années d'application. «Je me contenterais de dire que l'annonce (de l'amnistie, ndlr) se fera incessamment», a-t-il clos, plein de conviction, un court entretien au journal. Avant de chuter sur cette annonce solennelle, M^e Farouk Ksentini a mis toute sa science à vendre l'impérative nécessité d'une amnistie générale. «(...) L'Algérie a besoin aujourd'hui d'une paix globale pour orienter ses efforts vers le traitement des problèmes auxquels elle est confrontée, notamment les problèmes économiques. Ceci sans oublier que cela est devenu une nécessité, eu égard aux développements intervenus dans la

région.» Nul besoin de rappeler que le président de la CNCPPDH reste un défenseur acharné de la perspective d'une amnistie générale, réclamée sans relâche par les activistes encore en verve du FIS dissous. Il a toujours fait cas de son souhait de voir une telle option devenir réalité. Mais si, jusque-là, il se suffisait d'en faire la réclamation, aujourd'hui il atteste d'une prise de décision à très court terme. Si Ksentini dit vrai, il ne trahirait pas un secret d'alcôves. S'il parle, c'est que le chef de l'Etat, qui n'est jamais sevré de son rêve de conclure son projet de réconciliation nationale par une amnistie générale, l'y a chargé de le faire. Incontestablement, car Ksentini n'est pas commis de l'Etat à s'autoriser des libertés, notamment sur des questions aussi sensibles. En mai dernier, lorsque deux anciens du FIS dissous affirmaient à l'agence Reuters que le prési-



M. Farouk Ksentini.

dent Bouteflika s'apprêtait à décréter l'amnistie générale, il s'est montré excessivement prudent.

«Si c'est vrai, c'est une bonne nouvelle que je salue parce qu'elle permettrait de mettre fin à la tragédie», s'est-il résumé à dire. La réserve chez lui, en ce moment, était de rigueur. Pourtant les deux compères Abdelfateh Zaroui et Hachemi Sahnoun s'étaient évertués à dire qu'ils tenaient leur information d'une source au niveau de la présidence de la République. «Nous considérons la décision que le président Bouteflika et la haute hiérarchie militaire s'apprêtent à

prendre très prochainement et qui accordent une amnistie générale aux prisonniers de la tragédie nationale, comme une bonne et courageuse décision», avaient-ils alors noté dans une lettre adressée au chef de l'Etat et reprise par l'agence Reuters le 15 mai 2011. Cette sortie a fait les choux gras de la presse, jusqu'à ce que le Premier ministre Ahmed Ouyahia intervienne et avise qu'il s'agit d'une rumeur sans fondements. «Je démens formellement cette rumeur avec les respects dus aux frères qui l'ont annoncée», avait-il affirmé le 29 du même mois. Ce même Ouyahia

devait, trois mois plus tard, après les attentats contre un commissariat de police à Tizi Ouzou et l'Académie interarmes de Cherchell, reconnaître «une progression de la destruction terroriste» et préconiser un retour aux fondamentaux de la lutte contre le terrorisme. Le propos du Premier ministre véhicule en filigrane l'aveu de ce que la réconciliation nationale est un échec. Patent, au demeurant, eu égard au regain d'activités terroristes au centre et à l'est du pays. Faut-il, cela bien considéré, tendre encore les bras aux terroristes ?

S. A. I.

FLN : LE PLAN ANTI-ZIARI A COMMENCÉ

Semaine décisive pour Belkhadem

Abdelaziz Belkhadem passe à l'offensive : après avoir réuni le groupe parlementaire du Front de libération nationale, hier au siège du parti, il présidera aujourd'hui et demain les travaux de l'université d'été à Zéralda. Il ne s'arrêtera pas là !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Samedi prochain, en effet, il présidera les travaux d'une conférence des cadres du parti. Cette rencontre, qui aura lieu à l'hôtel Ryadh de Sidi Fredj, regroupera les membres du gouvernement, les députés, les sénateurs et l'ensemble des cadres supérieurs que compte le FLN dans les différentes institutions de l'Etat et sera consacrée, selon une source proche du parti, à l'installation de la commission nationale des élections. «C'est à partir de ce samedi que le FLN lancera sa machine électorale en prévision des prochaines législatives.» Et, pour sûr, les choses sérieuses vont commencer. Les grandes manœuvres aussi. Cette fois, à haut niveau. Le contrôle de la commission des élections prolongera le bras de fer engagé entre le secrétaire



Photo : Samir Sid

général et le président de l'Assemblée populaire nationale, Abdelaziz Ziari. Ce dernier, qui s'est ouvertement opposé à Belkhadem au sujet du blocage de l'article 93 du code électoral au niveau de l'APN et qui fera obligation aux membres du gouvernement candidats aux élections de déposer leur démission de l'exécutif au moins trois mois avant l'échéance électorale, est également en compétition ouverte pour la présidence de la commission électorale

avec le ministre de l'Enseignement supérieur, Rachid Harraoubia. Les deux hommes, c'est désormais de notoriété publique, se livrent une bataille sans merci pour la présidence de la future Assemblée populaire nationale. Originaire comme Ziari de l'est du pays, il voit son profil pour le poste «bonifié» par le soutien de Belkhadem qui met tout son poids dans la bataille. Son offensive de cette fin de semaine sera certainement décisive pour l'issue fina-

le du duel Ziari-Harraoubia. Car l'enjeu immédiat et crucial est la prise de la commission des élections et surtout des candidatures pour les prochaines législatives. «Qui contrôlera la commission, fera les listes des candidatures, surtout celle d'Alger». Comme le veut la tradition depuis les législatives de 2002, c'est celui qui est désigné tête de liste pour la wilaya d'Alger qui finira président de l'Assemblée. Fief d'ailleurs de Abdelaziz Ziari depuis 2007, les mouhafadhas du FLN dans la capitale sont gérées, contrôlées et ont toujours été sous l'influence directe de l'actuel président de l'APN. Un état de fait que Belkhadem s'emploie à perturber. C'est ce qui motive une autre conférence des cadres du parti, programmée pour dimanche prochain au siège du FLN à Hydra et que présidera Belkhadem. Cette conférence «est réservée aux cadres du parti dans la wilaya d'Alger», précise notre source. Elle concernera les élus locaux au niveau de l'APW et des APC ainsi que des responsables des mouhafadhas et des kamas. Autrement dit, le plan anti-Ziari en est déjà à sa phase opérationnelle !

K. A.